

ARRÊTÉ N° 90-2025-01-02-00002

**autorisant la société CARRIÈRES ET MATÉRIAUX GRAND-OUEST à se substituer à la société
CARRIÈRES ET MATÉRIAUX NORD-EST et portant prescriptions complémentaires pour
l'exploitation de la carrière de ROUGEMONT-LE-CHATEAU**

Le Préfet du Territoire de Belfort

**Chevalier de l'Ordre National du Mérite
Chevalier des Palmes académiques**

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L. 181-14, L. 181-15, R. 181-45, R. 181-46, R. 516-1 et R. 516-2 ;

VU le code des relations entre le public et l'administration ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret du 12 mai 2023 nommant madame Laurence BEGUIN, sous-préfète, chargée de mission auprès du préfet du Territoire de Belfort, secrétaire générale adjointe de la préfecture du Territoire de Belfort ;

VU le décret du 6 novembre 2024 nommant monsieur Alain CHARRIER en qualité de préfet du Territoire de Belfort ;

VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;

VU l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières ;

VU l'arrêté préfectoral n° 1269 du 20 juillet 1995 portant autorisation d'exploiter une carrière de roches porphyriques sur le territoire de la commune de ROUGEMONT-LE-CHATEAU, au lieu-dit « La Coiche » ;

VU les arrêtés préfectoraux n° 1012 du 24 juin 1999, n° 2010039-06 du 8 février 2010 et n° 90-2017-05-30-009 du 30 mai 2017 modifiant l'arrêté préfectoral n° 1269 du 20 juillet 1995 concernant notamment les modalités d'exploitation de la carrière située à ROUGEMONT-LE-CHATEAU ;

VU l'arrêté préfectoral n° 90-2024-04-09-00002 du 9 avril 2024 portant ouverture d'une participation du public par voie électronique du 22 avril 2024 à 9 heures au 7 mai 2024 à 17 heures sur la demande présentée par la société CARRIÈRES ET MATÉRIAUX NORD-EST concernant les modifications des conditions d'exploitation de la carrière située à ROUGEMONT-LE-CHATEAU ;

VU l'arrêté préfectoral n° 90-2024-11-25-00003 du 25 novembre 2024 portant délégation de signature à madame Laurence BEGUIN, sous-préfète chargée de mission auprès du préfet du Territoire de Belfort, secrétaire générale adjointe de la préfecture du Territoire de Belfort ;

VU le porter à connaissance du 28 février 2024 de la société CARRIÈRES ET MATÉRIAUX NORD-EST en vue de modifier la durée d'exploitation, le tonnage moyen de la production annuelle et le niveau du trafic de camions relatifs à la carrière qu'elle exploite sur la commune de ROUGEMONT-LE-CHATEAU au lieu-dit « La Coiche » ;

VU l'absence d'observation du public sur le site internet de la préfecture du Territoire de Belfort durant la période du 22 avril 2024 au 7 mai 2024 concernant la demande présentée par la société CARRIÈRES ET MATÉRIAUX NORD-EST ;

VU la demande de la société CARRIÈRES ET MATÉRIAUX GRAND-OUEST en date du 23 septembre 2024 par laquelle elle sollicite l'autorisation du transfert à son profit de l'autorisation environnementale détenue par la société CARRIÈRES ET MATÉRIAUX NORD-EST pour l'exploitation de la carrière de ROUGEMONT-LE-CHATEAU au lieu-dit « La Coiche » ;

VU le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur le 25 novembre 2024 en application de l'article R. 181-45 du code de l'environnement ;

VU courriel du 6 novembre 2024 par lequel le pétitionnaire ne s'oppose pas à la date de fin de remise en état de la carrière fixée au 20 décembre 2028 ;

VU le rapport du 28 octobre 2024 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées ;

CONSIDÉRANT que l'installation faisant l'objet de modifications est soumise au régime de l'autorisation au titre de la rubrique n° 2510-1 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que l'installation faisant l'objet de modifications est régulièrement autorisée par l'arrêté préfectoral du 20 juillet 1995 modifié susvisé ;

CONSIDÉRANT que le transfert de l'autorisation accordée aux installations mentionnées au 2° de l'article R. 516-1 du code de l'environnement est soumis à autorisation ;

CONSIDÉRANT que l'article R. 516-1 du code de l'environnement dispose que la demande de changement d'exploitant doit comporter les documents établissant les capacités techniques et financières du nouvel exploitant et la constitution de garanties financières ;

CONSIDÉRANT que le dossier présenté par la société CARRIÈRES ET MATÉRIAUX GRAND-QUEST démontre des capacités techniques et financières suffisantes et un engagement de constitution de garanties financières ;

CONSIDÉRANT qu'ainsi le transfert d'autorisation environnementale peut être accordé ;

CONSIDÉRANT que la demande de modification des conditions d'exploiter porte sur un renouvellement de l'autorisation d'exploiter la carrière pour une période supplémentaire de 47 mois, sans étendre ou approfondir le gisement à extraire et sans modification du rythme maximum annuel d'extraction de la carrière ;

CONSIDÉRANT que la demande porte également sur une augmentation du tonnage moyen annuel de production et une augmentation du rythme des rotations journalières et mensuelles de camions ;

CONSIDÉRANT que le tonnage des matériaux restant à extraire de 1 140 000 tonnes au 1^{er} juillet 2023, exploitables dans l'emprise et dans les conditions d'extraction fixées par l'arrêté préfectoral d'autorisation modifié, fait suite à des rythmes de production annuelle en dessous de ceux autorisés ;

CONSIDÉRANT que selon le rythme moyen de production sollicité de 230 000 tonnes/an, le tonnage exploité sur la durée supplémentaire de 47 mois sera inférieur à la réserve de matériaux restant à extraire ;

CONSIDÉRANT que l'augmentation du rythme des rotations journalières et mensuelles de camions sollicitée par le pétitionnaire concerne une période limitée au cours d'une année calendaire ;

CONSIDÉRANT que le nombre de rotations annuelles reste dans la limite autorisée par l'arrêté préfectoral du 20 juillet 1995 modifié ;

CONSIDÉRANT que les modifications de l'installation envisagées par l'exploitant ne relèvent pas des rubriques du tableau annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que les modifications pré-considérées ne sont pas substantielles au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT qu'il convient toutefois de mettre à jour l'arrêté préfectoral d'autorisation modifié susvisé sur :

- l'échéance de l'autorisation d'exploiter ;
- la production moyenne annuelle ;
- le nombre de rotations journalières et mensuelles des camions ;
- le phasage d'exploitation et les montants de la garantie financière ;

CONSIDÉRANT que ces précisions sont nécessaires pour la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu dans ces conditions de faire application des dispositions de l'article R. 181-45 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que l'article R. 516-1 du code de l'environnement dispose que pour les demandes d'autorisation de changement d'exploitant de carrières, l'avis de la commission consultative départementale compétente n'est pas requis.

SUR proposition de la sous-préfète, secrétaire générale adjointe de la préfecture ;

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} - Changement d'exploitant

La société CARRIÈRES ET MATÉRIAUX GRAND-OUEST (CMGO) dont le siège social est situé Avenue Charles Lindbergh – 33 700 MERIGNAC est autorisée à se substituer à la société CARRIÈRES ET MATÉRIAUX NORD-EST (CMNE) pour l'exploitation de la carrière de roches porphyriques située sur le territoire de la commune de ROUGEMONT-LE-CHATEAU, lieu-dit « La Coiche ».

ARTICLE 2 – Portée de l'autorisation de changement d'exploitant

La présente autorisation de changement d'exploitant est accordée dans la limite des droits et des obligations attachés à l'arrêté préfectoral du 20 juillet 1995 susvisé et à tout acte le modifiant ou le complétant.

ARTICLE 3 – Modification des conditions d'exploitation

L'exploitant est tenu de respecter, dans le cadre des modifications des installations portées à la connaissance de monsieur le préfet, les dispositions des articles suivants.

Les modifications des conditions d'exploiter objet du présent arrêté, sont réalisées conformément aux plans et données techniques contenus dans le porter à connaissance susvisé tant qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté et des autres réglementations en vigueur.

ARTICLE 4 – Durée de l'autorisation et niveau de production

La validité de l'autorisation d'exploiter, objet de l'arrêté préfectoral du 20 juillet 1995 modifié susvisé, est renouvelée pour une durée de 47 mois supplémentaires soit jusqu'au 20 juin 2029.

Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires du 30 mai 2017 susvisé sont abrogées.

Les dispositions de l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral du 20 juillet 1995 susvisé sont modifiées selon les modalités suivantes :

I. Le deuxième alinéa est remplacé par les dispositions suivantes :

- « exploiter sur le territoire de Rougemont-le-Château, au lieu-dit "La Coiche", une carrière à ciel ouvert de roches porphyriques sur les parcelles cadastrées section A n° 722, 724 à 726, 728, 773, 777, 966 à 969 et section B n° 23, 256, 257, 297, 309 et 317 pour une superficie totale de 39 ha 90 a 75 ca, et pour une cadence annuelle d'exploitation de 230 000 tonnes avec un maximum de 250 000 tonnes ; »

II. Le dernier alinéa est remplacé par les dispositions suivantes :
 « L'exploitation est autorisée jusqu'au 20 juin 2029. »

ARTICLE 5 – Modalité d'exploitation

Une phase supplémentaire allant jusqu'au 20 juin 2029 est ajoutée au phasage d'exploitation.

L'article 4 de l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires du 30 mai 2017 est complété par les dispositions suivantes :

« Article 4 Modalité d'exploitation

L'exploitation de la carrière est poursuivie sur une période supplémentaire (phase 7) jusqu'au 20 juin 2029 conformément au plan de phasage présent en annexe 1 ter du présent arrêté

L'extraction de matériaux est interdite au cours de la dernière année qui sera consacrée à la remise en état de la carrière »

Le plan de phasage de l'extraction présent en annexe 1bis de l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires du 30 mai 2017 est remplacé par l'annexe 1bis du présent arrêté.

L'annexe 1ter du présent arrêté est annexé à l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires du 30 mai 2017.

ARTICLE 6 – Actualisation du montant des garanties financières

Les dispositions de l'article 6.1.1 de l'arrêté préfectoral du 30 mai 2017 susvisé sont abrogées et remplacées par les prescriptions suivantes :

« Art 6.1.1

Afin d'assurer la remise en état de la carrière selon les dispositions prévues par l'article 5 de l'arrêté préfectoral du 30 mai 2017 susvisé, le montant de référence des garanties financières devant être constituées pour chacune des phases restantes à exploiter à la date du présent arrêté, doit être au moins égal à (indice TP01 de juillet 2024 publié au JO en septembre 2024 de 129,9 et TVA = 20 %) :

- **610 691 €** pour la période d'exploitation qui va du 20 juillet 2020 au 20 juillet 2025 (phase 6)
- **559 553 €** pour la période d'exploitation qui va du 20 juillet 2025 au 20 juin 2029 (phase 7)

L'exploitant doit adresser au préfet le document établissant le renouvellement des garanties financières six mois avant leur échéance »

ARTICLE 7 – Circulation de poids-lourds liée à l'activité de la carrière

À l'exception de son premier alinéa, les dispositions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 30 mai 2017 susvisé sont abrogées et remplacées par les prescriptions suivantes :

« Article 3 - Circulation de poids-lourds liée à l'activité de la carrière

Pour toutes les activités autorisées sur la carrière, le nombre de rotations (aller et retour) de poids-lourds est limité au maximum en sortie de carrière à :

Nombre maximum de rotations	Activité habituelle	Forte activité
Journalières	90	150 sur au maximum 50 jours ouvrés par année calendaire
Mensuelles	2000	2900 sur au maximum 1 mois par année calendaire
Annuelle (calendaire)	21 600	

L'exploitant tiendra à disposition de l'inspection des installations classées un registre du nombre de rotations de poids-lourds enregistrées par jour sur la carrière. »

ARTICLE 8 - Date de fin de remise en état

La disposition de l'article 11 de l'arrêté préfectoral du 24 juin 1999 susvisé est abrogée et remplacée par la disposition suivante :

« Article 11 – Date de fin de remise en état

La remise en état totale du site doit être achevée le 20 décembre 2028. »

ARTICLE 9 - Notification et publicité

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département où il a été délivré, pendant une durée minimale de quatre mois.

Le présent arrêté est notifié à la société CARRIÈRES ET MATÉRIAUX GRAND-OUEST et à la société CARRIÈRES ET MATÉRIAUX NORD-EST.

ARTICLE 10 - Délais et voies de recours

Conformément aux articles L. 181-17 et R. 181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il ne peut être déféré qu'au tribunal administratif de Besançon :

1. Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où le présent acte leur a été notifié.
2. Par les tiers, intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de la dernière formalité suivante accomplie :
 - a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement ;
 - b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois, prolongeant de deux mois les délais mentionnés au 1° et 2°.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application « télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

OBLIGATION DE NOTIFICATION DES RECOURS

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

ARTICLE 11 - Exécution et copie

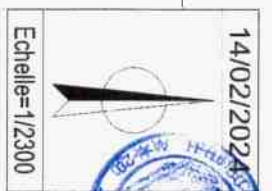
La sous-préfète, secrétaire générale adjointe de la préfecture du Territoire de Belfort ainsi que le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera également adressée :

- à la mairie de Rougemont-le-Château,
- à la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté à Besançon,
- à l'unité interdépartementale 25/70/90 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, à Belfort.

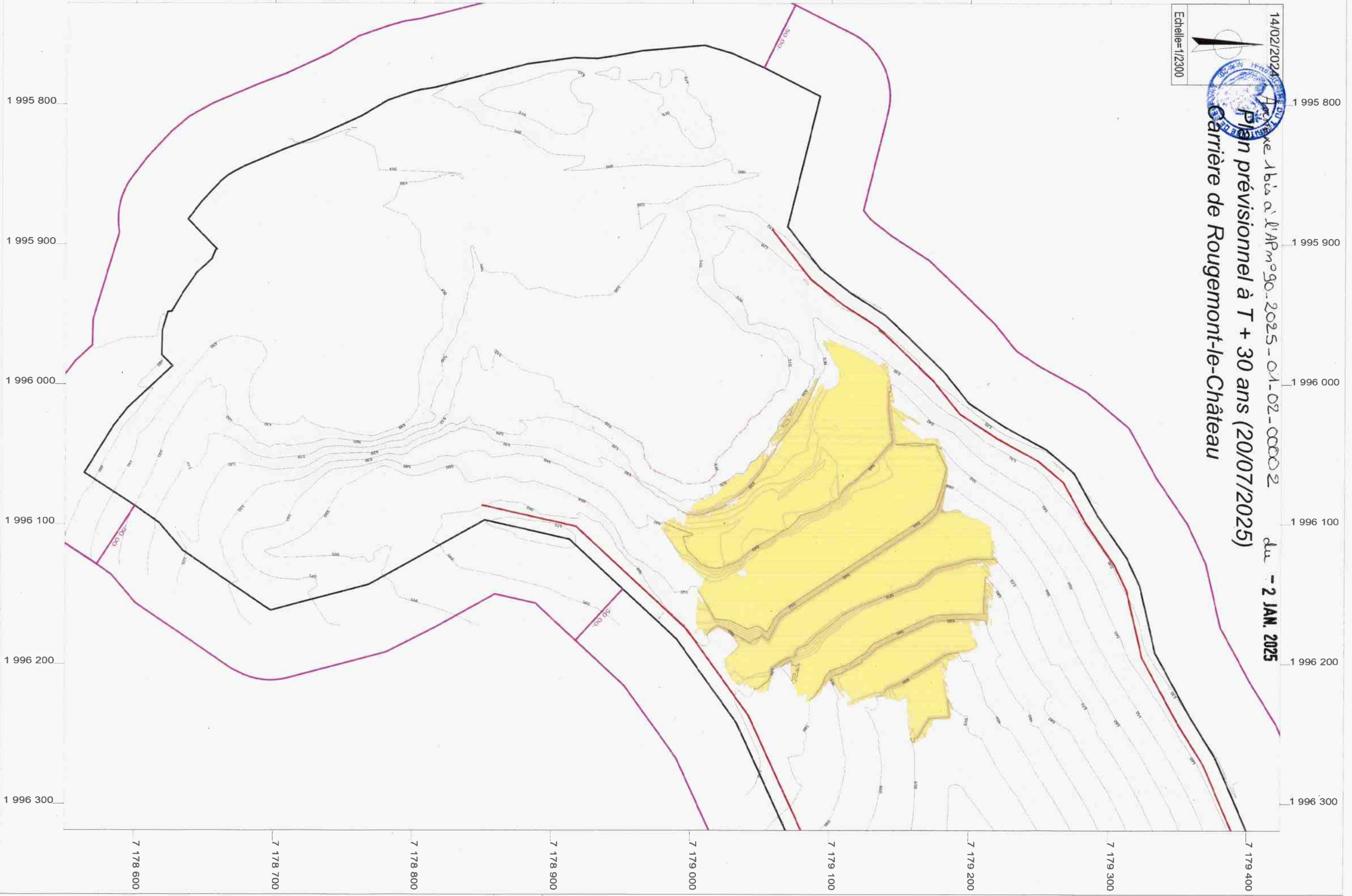
Fait à Belfort, le - 2 JAN. 2025
Pour le préfet et par délégation
la sous-préfète, secrétaire générale adjointe

Laurence BEGUIN





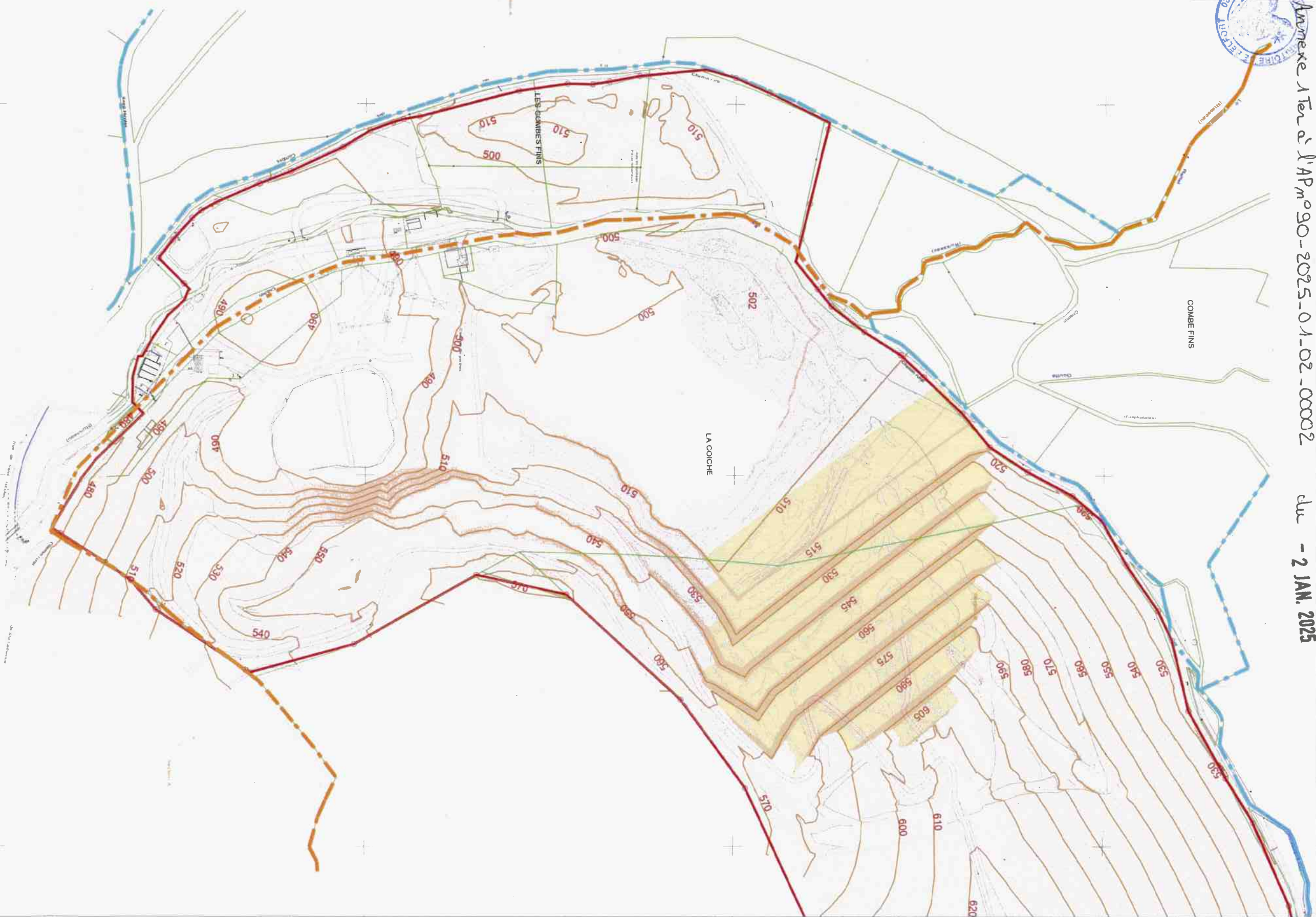
14/02/2024
Service de l'Aménagement du Territoire
Département de la Mayenne
Plan prévisionnel à T + 30 ans (20/07/2025)
du - 2 JAN. 2025
Echelle=1/2300



JAN 2025



COMBE FINS



Plan prévisionnel à T + 33 ans et 11 mois (20/06/2029)